

10/17 Actualité internationale

Synthèse de l'actualité internationale d'octobre 2017

mercredi 1er novembre 2017, par [Axelle DEGANS](#)

Voici une synthèse de l'actualité internationale d'octobre 2017 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique, voire préparent un concours. Pour ne rien manquer, et recevoir nos alertes sur des documents importants, le plus simple est de s'abonner gratuitement à notre [Lettre d'information hebdomadaire](#) ou au [compte twitter de veille géopolitique](#) @diploweb (plus de 10 000 followers)

Un divorce à la catalane ?

En Espagne, la communauté autonome de Catalogne a organisé un referendum illégal le 1er octobre 2017. Sur un corps électoral de 5,3 millions de personnes, 42 % sont venus s'exprimer - les grands partis politiques les conservateurs comme les socialistes et les centristes ont appelés les Catalans à ne pas participer à une élection inconstitutionnelle - et 90 % d'entre eux se sont prononcés pour une indépendance de la région. Ce referendum est un échec à plusieurs titres : il est illégal, la faible participation (42%) lui ôte toute forme de légitimité, il l'est aussi car le premier ministre Mariano Rajoy n'a pas su nouer suffisamment de contacts et un dialogue constructif en amont. Celui-ci a d'ailleurs clairement perdu dans un premier temps la bataille des images, celles des urnes confisquées, celles de violences nées d'interventions visant à empêcher le vote, qui ont abondamment circulées sur les réseaux sociaux. Est-ce pour autant une victoire pour Carles Puidgemont, président de la région catalane ? Rien n'est moins sûr. Que faire d'une élection où la majorité des Catalans ne s'est pas exprimée ? A-t-il réellement un plan pour une Catalogne indépendante ? Ce n'est pas certain au vu de ses tergiversations.



Au regard du droit international, une Catalogne indépendante ne pourrait pas rester [membre de l'Union européenne](#). Elle devrait donc - si elle devenait indépendante - postuler au statut de candidat et donc sortir de l'euro, comme de la garantie offerte par la BCE et du marché unique. Un vent de panique, attisé par Madrid, a déjà soufflé en octobre 2017 sur les investisseurs dont une bonne partie avait choisi la Catalogne pour le marché espagnol et non pas pour le seul marché catalan. Il existe désormais un « risque Catalogne » qui a effet répulsif sur le milieu économique. Cette région représentait en 2016 près du cinquième du PIB espagnol, elle était la quatrième région espagnole pour la richesse par habitant.

[Un livre Diploweb. Pour être au top ! Avec en bonus des dissertations corrigées et une sélection de liens vers des vidéos de référence pour faire la différence.](#)
[A. Degans, "Réussite aux concours 2018 ! La synthèse de l'actualité internationale 2017" via Amazon](#)

Le roi d'Espagne, Felipe VI, a tenu un discours très ferme rappelant l'intégrité du [territoire espagnol](#). L'écrivain Mario Vargas Llosa, prix Nobel de littérature, appelle à un maintien de la Catalogne en Espagne. Il s'inquiète de l'*hubris* ambiante qui fait la part belle aux extrémistes et à l'expression des populismes. La fête de l'Hispanité a eu une résonance particulière, 65 000 personnes ont défilé à Barcelone pour montrer leur attachement à l'Espagne. Celle-ci voit de nombreux drapeaux attachés aux fenêtres à travers tout le pays. Fait assez inédit - en dehors des rencontres sportives - du fait de la difficulté à exprimer le sentiment national dans l'Espagne postfranquiste.

Les pays européens, comme les États-Unis, affirment leur soutien à Madrid face à Barcelone.

Alors que Mario Rajoy annonce qu'il utilisera l'article 155 de la Constitution espagnole pour lever l'autonomie de la Catalogne et la placer sous tutelle, le 27 octobre 2017 Carles Puigdemont annonce unilatéralement l'indépendance de la Catalogne. Puis il quitte l'Espagne pour la Belgique où il cherche à obtenir un soutien des institutions de l'Union européenne, depuis Bruxelles.

La crise espagnole est inquiétante et plonge le pays dans l'inconnu. Les pays européens, comme les États-Unis, affirment leur soutien à Madrid face à Barcelone. Pour tous, la Catalogne n'est pas un sujet de droit international. Le vrai problème pour la Catalogne n'est pas de se proclamer indépendante mais d'être reconnue comme telle...

... une fragmentation en Europe ?

Le referendum organisé en Catalogne en octobre 2017 donne des idées et risque d'alimenter un phénomène de [fragmentation en Union européenne](#). En Italie, le 22 octobre 2017, Vénétie et Lombardie organisent un referendum pour obtenir davantage d'autonomie vis-à-vis de Rome. Il s'agit encore une fois, des deux régions les plus riches du pays qui ne veulent plus contribuer autant qu'elles le font aujourd'hui au budget du pays. Cela pose encore une fois la question de la solidarité entre régions riches et régions plus pauvres d'un pays, et illustre la montée des égoïsmes régionaux. La Ligue du Nord évoque un « insupportable et inacceptable » transfert de richesse vers le *Mezzogiorno* méridional. La tenue de ce referendum devrait coûter la somme de 50 millions d'euros... L'issue du scrutin fait peu de doute, seule la participation est intéressante à analyser : en Vénétie elle s'élève à 57 % et à 40 % pour la Lombardie. Le parti nationaliste écossais - le SNP - apporte son soutien aux séparatistes catalans.

[Entre Brexit](#), referendum en Catalogne, en Italie du Nord, de nouvelles aspirations des îles Féroé, c'est [le sort de l'Union européenne](#) qui se joue sous nos yeux. Une Union où visiblement la solidarité, sur laquelle est fondée l'œuvre communautaire, n'est plus une valeur qui a le vent en poupe.

... mais une réconciliation ailleurs ?

En Palestine, le Fatah - héritier politique de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) de Yasser Arafat - qui incarne l'Autorité palestinienne installée à Ramallah tend la main en octobre 2017 au Hamas qui tient la bande de Gaza depuis 2007. Les deux frères ennemis n'en sont pas à leur première tentative de réconciliation. D'où l'attitude attentiste d'une population par ailleurs soumise au blocus de ses voisins israéliens - et arabes pour la bande de Gaza - dont les conditions de vie n'ont cessé de se dégrader. Un accord de réconciliation a été signé, l'Autorité Palestine devrait pouvoir rétablir son action sur la bande de

Gaza.

Les changements en Europe

Après avoir supprimé les quotas laitiers, avec les conséquences que nous connaissons, l'Union européenne vient de mettre fin le 30 septembre 2017 au quota sucrier, au moment où le marché est offreur. La récolte française s'annonce exceptionnelle, en particulier dans les grandes régions de culture de la betterave que sont les Hauts de France (Nord-Pas-de-Calais-Picardie) et le Grand Est.

Wolfgang Schäuble quitte l'Eurogroupe où il siégeait depuis 2009 (il a donc géré la crise grecque et celle de la zone euro) pour prendre la présidence du Parlement allemand, le Bundestag. Il a mis en garde l'Union européenne sur les risques financiers liés à l'importance des liquidités, des dettes publiques comme privées. Il s'oppose à la vision plus dispendieuse proposée par Emmanuel Macron, le président de [la République française](#).

La réforme du travail détaché est enclenchée fin octobre 2017, alors que les positions polonaise et française semblaient précédemment inconciliables. Les missions seront limitées à 12 mois (ce que voulait Paris), avec la possibilité d'en ajouter 6 (concession arrachée par Varsovie), les travailleurs détachés pourront aussi toucher des primes et des remboursements de frais. Le Parlement doit maintenant approuver cette réforme.

Le sort des urnes

En Autriche, les élections législatives d'octobre 2017 ont été remportées par Sebastian Kurz à la tête du parti conservateur ÖVP, avec environ 30 % des voix, suivi du parti d'extrême droite, le FPÖ (que dirigeait Jorg Haider en 2000) qui en a recueilli un peu plus de 26%. La campagne électorale s'est polarisée sur la question migratoire. Ce jeune trentenaire décide de s'allier avec le FPÖ.

En République tchèque, le populiste et richissime Andrej Babis recueille, à la tête de son parti ANO, environ 30 % des voix en octobre 2017. Il aura 78 des 200 sièges de la chambre, il doit donc nouer des alliances pour trouver une majorité.

[Au Japon](#), le premier ministre conservateur sortant, Shinzo Abe, a remporté les élections législatives d'octobre 2017 ainsi que deux tiers des sièges de la chambre basse. Le niveau de l'abstention, presque la moitié des électeurs ne s'est pas déplacée, ternit sa victoire.

Au Venezuela, l'élection des gouverneurs confine à la mascarade. Seule la Chine évoque des élections « en douceur », alors que l'ensemble de la communauté internationale conteste son honnêteté.

En Argentine, le président Macri sort renforcé des élections de mi-mandat puisque sa coalition remporte la victoire dans la grande majorité des provinces.

Du nouveau au Sud

[La Chine](#) organise, en octobre 2017, le XIXème congrès du parti communiste chinois (PCC), [le plus grand parti du monde avec environ 89 millions d'adhérents](#). Désormais, la pensée de Xi Jinping, sera au même titre que celle de Mao, inscrite dans la charte du PCC, un insigne honneur. Cette décision accroît son pouvoir et sa légitimité et le place dans la lignée de Mao, et surtout de Deng Xiaoping qui a ouvert son pays.

La Chine a accueilli le neuvième sommet des BRIC's - Brésil, Russie, [Inde, Chine](#) et Afrique du Sud - à Xiamen, elle appelle à intensifier leurs échanges. Par ailleurs, [le roi d'Arabie saoudite se rend à Moscou](#),

[une première là aussi pour développer les échanges](#) - somme toute encore modestes - mais aussi opérer un rapprochement diplomatique face à [la montée en puissance de l'Iran](#) pour l'un et pour mieux tourner le dos à l'Occident pour l'autre.

La violence encore et toujours...

[En Birmanie, l'exode des Rohingyas continue. Fin octobre 2017, plus de 600 000 d'entre eux ont déjà fui les exactions commises avec la complicité du gouvernement : assassinat, incendies des villages, actes de barbarie \(enfants brûlés...\)](#). L'Union indienne ne veut plus accueillir les réfugiés rohingyas qui sont désormais apatrides.

Les États-Unis ont de nouveau été le théâtre d'un coup de folie d'une rare violence car un homme a tiré en octobre 2017 sur les spectateurs d'un concert de *Country* à Las Vegas, en tuant près de 60 et en blessant plusieurs centaines. Si les autorités américaines ne croient pas en la nature terroriste de ce geste, ce drame relance la question de la vente et de la circulation des armes aux États-Unis.

La capitale autoproclamée de l'EI est tombée.

Les forces irakiennes, après avoir repris Mossoul, ont mené en octobre 2017 une offensive sur Haouidja, toujours dans la partie nord du pays. La capitale autoproclamée de l'EI est tombée, elle aussi, prise par les Forces démocratiques syriennes (FDS). Ces pertes territoriales affectent durement les finances de l'EI. Aux Philippines, l'armée mène une offensive dans la partie méridionale de l'archipel et Isnilon Hapilon, à la tête de l'EI en Asie du Sud-est aurait été tué.

Alors que le territoire tenu par Daech ne cesse de se rétracter, la promotion de la violence en Occident est une stratégie qu'il encourage comme le montre tragiquement les meurtres de deux jeunes filles à Marseille.

Au Kenya, les tensions restent très vives après l'invalidation, pour fraude, des élections présidentielles remportées cet été par Uhruru Kenyatta. Le nord du Togo est lui aussi endeillé lors de manifestations d'opposition au pouvoir. A Lomé et à Sokodé les manifestants demandent le départ du président Faure Gnassingbé dont la famille est au pouvoir depuis l'indépendance.

En Somalie, un terrible attentat à Mogadiscio, la capitale, a causé la mort de près de 300 personnes, des civils bien sûr. Il est attribué aux *Shebabs*, organisation islamiste qui multiplie les attentats. L'Afghanistan est de nouveau victime d'attentats qui ont fait une soixantaine de morts.

A Malte - territoire de l'Union européenne depuis 2004 - la journaliste Daphne Caruana Galizia connue pour son blog, *Running Commentary*, dans lequel elle dénonce sans ménagement la corruption qui gangrène l'île, a été assassinée en octobre 2017. Elle avait notamment mis en cause le premier ministre Joseph Muscat pour des comptes au Panama. Cet assassinat provoque l'émoi des dirigeants européens.

Une nature hostile

La Californie affronte en octobre 2017 les pires incendies de son histoire. Des dizaines milliers d'hectares et de maisons ont été détruits, ils ont fait une quarantaine de victimes.

La péninsule ibérique est elle aussi le siège de terribles incendies, en raison d'une forte sécheresse, qui ont tué une quarantaine de personnes. L'été 2017 est particulièrement meurtrier dans la péninsule ibérique. Cela pose en filagramme la question du réchauffement climatique mais aussi de l'efficacité des édiles.

Une gouvernance mondiale bien compliquée

L'Unesco - organisation onusienne pour l'éducation et la culture - voit à regret le départ de deux de ses membres en octobre 2017 : les Etats-Unis puis Israël. Washington contribue presque au cinquième de son budget. Leur départ est motivé par la reconnaissance de la Palestine comme un pays à part entière et de Hébron comme « zone protégée » du Patrimoine mondiale, la ville est localisée dans la Cisjordanie occupée par Israël.

Selon la Banque mondiale, plus d'un milliard de personnes n'aurait pas d'existence officielle. Ces « invisibles » sont particulièrement nombreux en Asie.

Copyright Novembre 2017-Degans/Diploweb

Plus pour réussir

Extraits du catalogue des livres géopolitiques publiés par Diploweb pour la réussite aux concours.

. [P. Verluise \(dir.\), "Histoire, Géographie et Géopolitique du Proche et du Moyen-Orient. Les dessous des cartes, enjeux et rapport de force"](#)

. [A. Degans, "Réussite aux concours 2018 ! La synthèse de l'actualité internationale 2017"](#)

. [P. Verluise \(dir.\), "Histoire, Géographie et Géopolitique de la mondialisation contemporaine. Les dessous des cartes, enjeux et rapports de force"](#)

. [S. Schmit, "Histoire, Géographie et Géopolitique de l'Amérique latine : Un sous-continent en pleine transition politique, énergétique et commerciale. Dossiers et fiches pays"](#)

. [L. Chamontin, "Ukraine et Russie : pour comprendre"](#)

. [L. Bloch, "L'Internet, vecteur de puissance des États-Unis ? : Géopolitique du cyberspace, nouvel espace stratégique"](#)

. [G-F Dumont, P. Verluise, "The Geopolitics of Europe : From the Atlantic to the Urals"](#)

P.-S.

Professeure de chaire supérieure au lycée Faidherbe (Lille) où elle enseigne la géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales. Membre du laboratoire HABITER (EA 2076) de l'Université Reims Champagne-Ardenne. Elle est notamment co-auteure chez Ellipses de *Les 50 cartes à connaître*, Coll. Atout concours, Paris, 2016 ; *Histoire, Géographie, Géopolitique. Concours d'entrée aux grandes écoles*, Coll. Atout concours, Paris, 2015.